

Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **36 (1978)**

Heft 1

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Micro-économie¹

Ce livre est la traduction anglaise d'un cours donné au Centre d'études des programmes économiques et publié dans la Collection Statistique et Programmes économiques, sous le titre «Microéconomie, décisions optimales dans l'entreprise et dans la nation», (deuxième édition, Paris, 1970).

Il s'agit d'un des meilleurs manuels de microéconomie. L'originalité de ce cours réside dans l'application de la théorie microéconomique aux problèmes d'administration publique.

Les cinq premiers chapitres sont consacrés à un exposé général de la théorie microéconomique. On peut regretter que les auteurs se soient limités à une vue générale. Etant donné l'orientation du manuel, il aurait fallu discuter plus en détail, par exemple, le modèle linéaire de production et la théorie des marchés.

Une particularité intéressante de cette première partie consiste dans la discussion, en fin de chapitre, des critiques adressées aux modèles microéconomiques. Les auteurs veulent ainsi rendre attentif le lecteur aux limites de la théorie précédemment exposée.

Dans la deuxième partie du livre les concepts théoriques sont appliqués à la gestion des services publics. La contribution des économistes français (Allais, Boiteux et Lesourne) dans ce domaine est fondamentale. Leurs résultats sont ici remarquablement résumés. On y trouve une analyse de la tarification au coût marginal et une discussion des problèmes créés par la demande périodique et la demande aléatoire.

Le choix des investissements est un autre problème crucial pour l'administration publique. Les auteurs discutent les différents critères et donnent des exemples d'application, en particulier pour les investissements routiers.

Les derniers chapitres sont consacrés à une étude fort intéressante des coûts comptables en se basant sur la théorie microéconomique. Les auteurs ont su mettre au jour le lien entre la comptabilité analytique et les modèles économiques.

En conclusion, on peut dire que ce manuel montre clairement comment les concepts théoriques peuvent être utilisés pour la solution optimale des problèmes qui se posent au niveau de l'entreprise (publique ou privée).

AURELIO MATTEI

International Management²

Richard D. Robinson, professeur au MIT, est l'un des meilleurs spécialistes des sociétés multinationales aux Etats-Unis, et le livre est à la hauteur de l'homme. Il est difficile de résumer un ouvrage d'une telle densité, où rien ne semble superflu et qui fait le tour d'un si vaste problème. Dans sa préface l'auteur avoue lui-même que son but était d'établir une structure théorique du «management» international qui pourrait servir de cadre à l'enseignement de ce domaine.

Rien ne manque. Depuis les problèmes de définitions jusqu'aux stratégies de marketing, d'approvisionnement, de personnel, de finance, d'organisation, sans oublier le cadre juridique et fiscal. Tout y est abordé avec simplicité, mais consistance. C'est un tour d'horizon remarquable du strict nécessaire indispensable à la compréhension du «management» international.

On peut néanmoins particulièrement souligner un tableau établissant le processus de décision d'investissement d'une compagnie sur un marché étranger ou un autre de l'influence de l'environnement sur la structure du personnel et bien d'autres démonstrations encore qui sont des modèles de clarté.

La partie financière, légale ou fiscale est axée sur les méthodes américaines. Elle donne cependant un cadre fort précis qui pourra être ultérieurement approfondi selon les désirs du lecteur.

Nous l'avons dit, ce n'est point un livre qu'on résume mais un ouvrage qu'on lit. L'auteur a voulu y développer une méthodologie permettant de dégager la structure essentielle du «management» international. En 166 pages, il y est arrivé avec une clarté toute scientifique qui peut être du plus grand enseignement pour chacun.

ST. GARELLI

Multinationales contre Etats³

L'économie internationale se caractérise par une multinationalisation de plus en plus poussée des entreprises. Cette situation est aux yeux de beaucoup une véritable gangrène rongant les Etats-nations dans ce qu'ils ont de plus sacré: leur souveraineté. Les entreprises multinationales sont celles dont les activités — production, recherche, marketing, etc. — débordent le cadre du pays d'origine de la firme pour s'étendre sur plusieurs Etats. Cette dissémination sur la surface de la planète leur permet de s'intéresser à tous les secteurs attrayants. Ces entreprises sont nécessairement des géants: cette affirmation a d'autant plus de valeur lorsqu'on sait que le chiffre d'affaires de General Motors est quelque peu inférieur au produit national brut de la Suède, des Pays-Bas et largement supérieur à celui de la Suisse.

Tous les pays du monde sont touchés par cette nouvelle dimension de l'économie moderne, à l'exception temporaire de la Chine communiste, temporaire car l'ouverture d'esprit de Ten-Hsiao-Ping laisse entrevoir aux investisseurs étrangers de vastes perspectives. Les multinationales ne rebutent donc pas de s'installer dans les pays de l'Est, mais sous des formes juridiques qui se concilient avec la politique de ce bloc. Pas plus que les frontières politiques, les multinationales ne redoutent les frontières idéologiques. Contrairement aux croyances populaires, ce sont les pays développés, surtout en Europe, qui attirent les investisseurs privés et les firmes multinationales, bien plus que les pays en voie de développement.

Historiquement, la multinationale se dirigea vers le secteur primaire, pétrole et autres industries d'extraction. Ce fut la grande époque de la Standard Oil, de la Royal Dutch Shell. Le secteur secondaire, celui de la transformation, est maintenant privilégié par l'implantation des firmes multinationales. Ces firmes, grâce à leurs fantastiques moyens, travaillent dans tous les secteurs de pointe. Même le secteur tertiaire, ou celui des services, n'échappe pas à son emprise: on quitte l'hôtel à Londres, on atterrit à New York. Les hôtels dans lesquels on se loge appartiennent à la chaîne Hilton, les parkings des aéroports sont sous contrôle d'ITT.

Le phénomène de multinationalisation des entreprises est une conséquence directe de l'ère coloniale. La caractéristique essentielle de la multinationale de cette époque est qu'elle se

concentre presque exclusivement sur l'exploitation des ressources minières et des ressources naturelles. Le fruit de cette exploitation était rapatrié dans le pays d'origine de la firme, sans que le pays producteur en tire des avantages substantiels.

Depuis 1945, le libre-échange succéda aux deux formes de protectionnisme et de nationalisme économique qui prirent naissance aux alentours de 1880. Sous le régime protectionniste, la multinationalisation des entreprises se justifie par le fait que les barrières douanières empêchent la pénétration sur des marchés nationaux. Il fallait alors installer les unités de production à l'intérieur de ce cadre national. Dès que le libre-échange s'imposa, avec comme corollaire la suppression des barrières douanières et le retour à la convertibilité des principales monnaies, la justification de ces entreprises évolua: ce fut alors la volonté de rationaliser la production, la recherche, etc., en profitant au maximum des différentes conditions de mise en œuvre des facteurs de la production. Le libre-échange permet aux unités de production d'une firme multinationale d'échanger leurs produits comme si elles se trouvaient à l'intérieur d'un même pays. La véritable puissance des multinationales repose donc sur cette division internationale du travail. L'instrument de cette puissance réside dans la maîtrise des flux financiers. Grâce à des techniques de plus en plus sophistiquées, ces entreprises peuvent échapper aux diverses obligations fiscales, ou du moins les alléger. Ces organisations à l'échelle mondiale enlèvent donc aux Etats ce que les théories économiques classiques leur avaient consacré: la division internationale du travail.

L'indépendance nationale est menacée dans ce qu'elle a de plus cher: sa souveraineté. Plus les multinationales ont du poids dans un pays, plus le contrôle de l'économie nationale échappe aux autorités publiques, car celles-ci ne peuvent imposer leurs décisions à ces firmes. Le niveau des exportations et des importations risque de ne plus être fonction de la capacité concurrentielle d'une nation, mais de la répartition du travail internationale déterminée par la multinationale.

Toutefois, la nation en tant que telle n'est pas démunie de moyens face à ces firmes. A la limite, et ce fut le cas du Japon très longtemps, un pays peut totalement bloquer l'entrée des investissements étrangers. Donc, si on connaît cette formidable expansion des firmes multinationales, il faut croire que cela profite aussi aux pays dans lesquels elles sont implantées. Comme ces entreprises poursuivent des buts privés, qui peuvent être en opposition avec ceux du pays d'accueil, celui-ci peut alors établir certains contrôles plus ou moins efficaces. Ces contrôles recouvrent des exigences telles que obligation de participation de capital local, ou obligation d'introduire des cadres indigènes dans la gestion de la firme. On espère par ces mesures maintenir un certain esprit national.

La «vox populi» condamne assez unanimement les multinationales. Il est évident que des abus ont été commis, mais ces firmes procurent des avantages indéniables aux pays d'accueil, avantages qui se concrétisent dans l'apport de capitaux, dans l'apport d'une technologie de pointe qui manque au pays, dans une mise en valeur de régions délaissées, telle que le Mezzogiorno. Même Fidel Castro entrevoit des possibilités d'expansion grâce à ces firmes.

Il est sans doute vrai que le problème des multinationales se situe à un niveau qui dépasse le cadre national. La solution devra donc nécessairement se trouver à un niveau supranational et s'inscrire dans une optique de consultation mondiale. M. Max Gloor, haut dirigeant de Nestlé, déclara: «Nous ne pouvons nous considérer comme véritablement suisses, nous avons simplement la citoyenneté Nestlé.» Dans un langage voilé, il indique peut-être le chemin à suivre: abandonner les vues nationales, trop étroites, pour une approche uni-

versaliste du problème; en fait, subordonner les exigences politiques aux réalités économiques. Serait-ce là une solution aux critiques de P. Ordonneau!

CLAUDE OREILLER

Regards sur l'économie⁴

Le dessein de l'auteur apparaît d'emblée. L'ouvrage n'est pas destiné à des lecteurs en contact quotidien avec les problèmes économiques. Il est écrit à l'intention des profanes, de ceux qui ni de près ni de loin n'ont jamais exercé la moindre responsabilité économique, que ce soit dans l'Etat ou au sein du secteur privé. Un tel public existe, et peut-être est-il de plus en plus nombreux par l'effet de l'extension du secteur quaternaire. Il est bien permis d'être cultivé et de n'avoir cependant aucune notion, même élémentaire, d'économie. Le mal n'est pas là. Il serait dans le refus délibéré d'acquiescer les quelques bases qui permettent seules de comprendre le monde qui est le nôtre. Ce minimum doit être atteint. Le livre de M. Bovar a pour but de rendre un tel effort possible et profitable.

La première partie constitue donc une initiation à l'économie comprise dans son sens le plus large. L'activité humaine consacrée à l'économie doit permettre de produire, de distribuer et de consommer. L'auteur explique le mécanisme des prix, les fonctions d'offre et de demande, sans oublier aujourd'hui le rôle de l'Etat. Tout cela est évidemment très différent selon qu'on se situe au sein d'une économie libérale, planifiée, ou néo-capitaliste.

On découvre ainsi l'entreprise, cellule première de toute économie. Son organisation est d'autant plus complexe que ses dimensions sont plus vastes. L'entreprise moderne peut être envisagée comme un ensemble de systèmes: système de valeurs, de décision, d'information, de production et de finances. La monnaie est ici surtout considérée comme un instrument de paiement et de mesure de la valeur.

Les principales théories économiques sont passées en revue, du mercantilisme espagnol au néo-capitalisme de Keynes et de Samuelson. Ce sont ensuite les systèmes économiques qui sont présentés dans leurs grandes lignes: le socialisme soviétique, le socialisme yougoslave, le capitalisme libéral, le néo-capitalisme et le capitalisme japonais. Ce dernier est donc distingué des autres formes d'économie de marché. L'auteur se livre, sur ce dernier sujet, à une synthèse remarquable de clarté.

La tâche de M. Bovar n'est évidemment pas facile. Conter toute l'économie, cette activité essentielle de l'homme, en moins de cent pages, ne manque pas d'ambition, surtout si de surcroît l'on se propose de retracer l'histoire économique. Exposer quel fut l'apport du marginalisme, de Walras, de Menger et de Marshall, le tout en seize lignes, est une véritable gageure. Dans la concision, il y a malgré tout des limites qu'on ne saurait dépasser.

Après une série de planches représentant les services administratifs d'une usine, un centre commercial moderne et des navires marchands, on aborde la seconde partie du livre. Elle est réservée à la reproduction de textes choisis parmi les grands penseurs de l'économie classique aussi bien que parmi les auteurs contemporains (MM. Mansholt, Raymond Barre, J.-P. Fourcade, Edmond Malinvaud, etc.). On prend contact avec Jean-Baptiste Say en lisant ce qui fut certainement l'une de ses plus mauvaises pages; il s'agit du passage fameux où, après avoir défini un produit économique comme un objet qui se vend sans difficultés à son coût de production, J.-B. Say constate que tous les produits se vendent et que la crise de sur-

production est donc impossible. On se familiarise aussi avec la pensée vraiment très keynésienne de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il est permis de se demander si la première partie de l'ouvrage, très brève, est suffisante pour permettre à celui qui vit dans l'ignorance de l'économie de comprendre le sens des courbes d'épargne et d'investissement, et leur rencontre au niveau du plein emploi selon la présentation désormais classique qu'en donne Samuelson (p. 159). Le profane se montrerait alors particulièrement doué.

En revanche, celui qui estimera que la première partie est trop élémentaire pour lui éprouvera comme toujours un vif plaisir à relire les textes choisis, surtout ceux des classiques dont beaucoup ne subissent pas l'usure du temps. On songe par exemple à ce passage où Turgot paraît répondre par avance à tous ceux qui, lors de chaque scandale financier, réclament une intervention de l'Etat sur une plus large échelle: «Vouloir que le gouvernement soit obligé d'empêcher qu'une pareille fraude n'arrive jamais, c'est vouloir l'obliger de fournir des bourrelets à tous les enfants qui pourraient tomber. Prétendre réussir à prévenir par des règlements toutes les malversations possibles en ce genre, c'est sacrifier à une perfection chimérique tous les progrès de l'industrie.» Vraiment, on ne saurait mieux dire.

L'ouvrage s'achève par une abondante bibliographie (pp. 179 à 203) établie en collaboration avec Mlle J. Lebreton, documentaliste, où le lecteur trouvera sans efforts les livres anciens ou modernes qui lui permettront de se familiariser avec le sujet de son choix.

FRANÇOIS SCHALLER

La promotion des arts et métiers dans l'Allemagne de la première moitié du XIX^e siècle⁵

En éditant une série d'études historiques sur le XIX^e siècle, l'ambition de la Fondation Friedrich Ebert est d'aider les artisans du développement à mieux connaître comment une nation occidentale, l'Allemagne en l'occurrence, a réalisé sa croissance. Chacune de ces recherches est publiée dans les langues allemande, anglaise, française et espagnole. L'auteur, M. Werner Plum, relève les traits communs entre l'Europe des débuts du siècle dernier et le Tiers monde aujourd'hui, mais il n'hésite pas non plus à souligner les divergences. Il fait preuve d'une parfaite objectivité et témoigne de cette prudence que Friedrich Schiller déjà recommandait aux historiens.

Il faudrait être un spécialiste des problèmes du développement pour juger de la valeur d'une telle tentative. Celle-ci consiste à éviter des erreurs dans le présent grâce à une meilleure connaissance d'un passé qui fut ailleurs semblable, mais non pareil. Il est toutefois certain que l'intérêt de cette étude ne se limite nullement à ses principaux destinataires. Chacun connaît plus ou moins bien l'histoire du développement de son propre pays. Il est passionnant d'apprendre celle des autres. En ce qui concerne les régions allemandes, ce petit ouvrage nous y aide beaucoup.

Au siècle dernier, chez nos voisins du Nord, l'espionnage industriel prit des proportions qu'on a peine à imaginer aujourd'hui, même de la part de peuples extrêmes-orientaux. Par des subventions spéciales accordées aux espions, le gouvernement prussien encourageait cette pratique. On y accordait de nombreuses bourses d'études à des «chercheurs» d'un genre spécial qui devaient périodiquement, de l'étranger, adresser des rapports sur ce qu'ils étaient parvenus à se procurer. L'aristocratie elle-même ne répugnait nullement à de telles pratiques. Le

jeune baron de Stein soudoyait un ouvrier pour se faire montrer une machine à vapeur de Watt dans une brasserie londonienne. Les consulats de Prusse à l'étranger avaient mission d'aider au mieux les espions. Depuis la fin du XVII^e siècle, le Parlement anglais avait en effet interdit l'exportation de machines, d'outils, de modèles, de dessins et de plans. Le respect de telles ordonnances était difficile à contrôler.

L'espionnage était d'autant plus facile que la technique industrielle était encore relativement rudimentaire. En 1880, un forgeron de village, illettré, pouvait réparer une moissonneuse McCormick, la plus moderne à l'époque. En 1852, la fabrication artisanale de wagons représentait encore une concurrence sérieuse des usines. Aujourd'hui, dans le Tiers monde, la situation est très différente. Certes, les techniques sont moins secrètes, mais le meilleur artisan ne peut songer à construire ou à réparer des installations électroniques sur la base de plans qu'il serait parvenu à se procurer.

En Allemagne, le développement industriel fut surtout l'affaire d'étrangers, davantage encore, si possible, que ce ne fut le cas en Suisse. Des Anglais, des Irlandais, des Belges s'installaient dans le pays avec l'appui des autorités. A Hambourg, en 1841, on travaillait avec de la fonte anglaise, du charbon anglais, des modèles anglais. Le directeur et 90 des 150 ouvriers d'une entreprise de cette grande cité étaient anglais. C'était, dans toute l'Allemagne, une véritable légion étrangère de l'industrialisation.

Lorsqu'un pays veut assurer le passage d'une économie traditionnelle à une véritable industrialisation moderne, il doit importer non seulement des techniques, mais aussi une mentalité nouvelle. Il s'agit d'une révolution, dans les esprits au moins autant que dans la technologie. Or, les couches sociales supérieures sont partout plus conservatrices que novatrices. Cela explique le fait que la noblesse n'ait pas été à l'avant-garde du développement industriel. En Allemagne, on a calculé que le recrutement des pionniers de l'industrie s'était opéré à raison de 61% dans les milieux ouvriers et petits-bourgeois, 28% provenant des classes moyennes supérieures et 11% seulement de la noblesse prussienne et du corps des fonctionnaires qui constituait son fief. Les fils de la haute bourgeoisie nourrissaient un profond mépris à l'égard de la technique, se consacrant de préférence aux humanités. Dans l'Allemagne de jadis comme dans l'Amérique du Sud d'aujourd'hui, s'intégrer à l'appareil de l'Etat constituait l'ambition suprême d'une jeunesse aisée préférant les lettres, le droit ou la médecine à toute profession de caractère technique.

Aussi les débuts de l'industrialisation allemande ont-ils été laborieux, beaucoup plus lents et modestes que le souhaitaient les promoteurs. M. Werner Plum ne s'en étonne pas: «De tout temps, écrit-il, les responsables du développement ont eu tendance à vouloir aller trop vite.»

FRANÇOIS SCHALLER

Les expositions universelles au XIX^e siècle, spectacles du changement socio-culturel⁶

Sur les dix expositions universelles que compta le XIX^e siècle, la moitié se sont déroulées à Paris (1855, 1867, 1878, 1889 et 1900); deux furent organisées à Londres (1851, 1862), une à Vienne (1873), une à Philadelphie (1876) et une à Chicago (1893). La première, celle de Londres en 1851, compta 6 039 195 visiteurs et s'étendit sur 8,4 hectares. La dernière, à Paris en 1900, fut visitée par 50 800 801 personnes, et sa surface fut de 46 hectares.

Werner Plum veut ici montrer que la portée des expositions universelles au XIX^e siècle fut essentiellement idéologique, et sans commune mesure avec une entreprise commerciale. De telles manifestations constituaient les autoportraits populaires de la bourgeoisie industrielle du siècle dernier, de sa richesse d'idées et de son esprit de création. Elles traduisaient dans les faits ce qu'un éminent représentant de la haute bourgeoisie occidentale de l'époque, Karl Marx, écrivait déjà dans le Manifeste communiste: «En améliorant rapidement tous les instruments de production et en rendant infiniment plus faciles les communications, la bourgeoisie entraîne toutes les nations, même les plus barbares, dans la civilisation.»

Pour l'auteur, l'exposition universelle était alors une solennité quasi religieuse, la célébration d'un culte, un lieu de pèlerinage en l'honneur du fétiche marchandise. Afin de mieux pénétrer le lecteur de la valeur de sa thèse, Werner Plum se livre à un long parallèle entre la construction de la tour de Babel, présentée comme une tentative de révolution industrielle, et les expositions nouvelles. Il faut bien convenir que sous de multiples aspects, le rapprochement est saisissant.

A Londres en 1851 comme jadis à Babylone, «la brique cuite au feu leur servit de pierre, et le bitume leur servit de ciment». Et lorsque l'Eternel dit: «Maintenant rien ne les empêcherait de faire tout ce qu'ils auraient projeté», ces paroles ne s'adressent-elles pas aussi bien à l'ambitieuse prétention de la société industrielle du siècle dernier de façonner le monde entier sur un même modèle? Voici que subitement, nous avons cessé de parler tous le même langage: terroristes, anarchistes, contestataires, adversaires de la société dite de consommation, opposants à toute forme de croissance (à l'Est comme à l'Ouest), écologistes, ne comprennent plus les adeptes du progrès et du développement. Werner Plum pense avoir découvert dans ce parallèle un filon qu'il ne se fait pas faute d'exploiter.

Les textes officiels de l'époque prouvent que la première exposition de Londres s'attribue une mission civilisatrice confiée à l'homme par la Providence divine. Il s'agit d'unifier, par la technique, l'humanité entière, de la couler dans un même moule. Il importe de reconnaître les lois de la création (la science) et de s'en servir pour soumettre la nature (la technique et l'économie). Dans cette nouvelle civilisation créée par la «révolution industrielle» (concept inventé par Engels, alors âgé de vingt-quatre ans), l'originalité culturelle disparaît, et le savoir devient un bien commun. Ce siècle, qui fut celui de la technique, des sciences naturelles et de l'industrie, commença par être celui de la philosophie, de l'histoire et de la musique, avant de s'achever par le commerce, les banques, la concentration de la propriété, celle des lieux de production et des sources de matières premières.

Une telle révolution avait aussi ses précurseurs, même après Babylone. «Ne refusez point d'explorer!» s'écrie le Dante dans «La Divine Comédie». Quant à Jules Verne, il est l'expression de son époque, sans avance ni retard. Ses récits romancés de voyages extraordinaires sont des textes de catalogue ou des introductions aux expositions universelles de son temps.

En somme, ce siècle étrange et fascinant nous a légué trois symboles principaux de son ambition babylonienne, et tous se rattachent à des expositions universelles. C'est d'abord le Palais de Cristal (Londres 1851), de 563 m de long et 124 de large, première manifestation de la planification, de la standardisation et de la production de masse, au moment où il importait davantage de construire des gares que des demeures princières. C'est ensuite la Statue de la Liberté (Paris 1878), offerte par la France à New York en 1886; l'intérieur de l'énorme tête était spacieusement aménagé en point de vue pour les visiteurs. Enfin, la Tour Eiffel (Paris 1889) fut longtemps, avec ses 300 m de hauteur, l'édifice le plus élevé du monde (se confor-

mant à l'usage, l'auteur oublie de préciser que les plans furent entièrement conçus à Zurich par un collaborateur de Gustave Eiffel).

Au passage, on note plusieurs observations frappantes, comme par exemple cette pensée d'Alexandre de Humboldt, en 1826: «C'est un préjugé funeste, je dirais presque scélérat, que de considérer la prospérité croissante de toute autre partie de notre planète comme un malheur pour la vieille Europe.» A la lecture de ce petit ouvrage, l'intérêt ne faiblit jamais.

FRANÇOIS SCHALLER

¹C. Abraham & A. Thomas: *Micro-Economics, Optimal Decision Making by Private Firms and Public Authorities*, D. Reidel Publishing Company, Dordrecht, Holland, 1973.

²Richard D. Robinson: *International Management* — Basic Management Series, 1967, New York.

³P. Ordonneau: *Les multinationales contre les Etats — Essai de critique et de synthèse*, Ed. Ouvrières, Paris, 1975.

⁴André Bovar: *Regard sur l'économie: de l'organisation de l'entreprise à celle de la nation*; préface du Doyen J.-P. Kerneis, Nantes; Edit. Gamma, Paris 1975; 220 p.

⁵Werner Plum: *La promotion des arts et métiers dans l'Allemagne de la première moitié du XIX^e siècle*; Fondation Friedrich Ebert, Bonn 1975; 158 p.

⁶Werner Plum: *Les expositions universelles au XIX^e siècle, spectacles du changement socio-culturel*; Fondation Friedrich Ebert, Bonn 1977; 159 p.